

Corne → PH

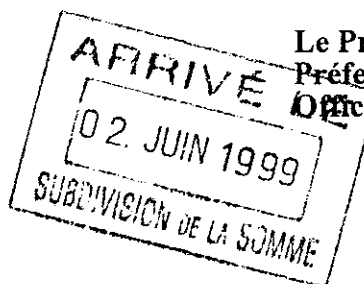
R E P U B L I Q U E   F R A N Ç A I S E

P R E F E C T U R E   D E   L A   S O M M E

Installations classées  
pour la protection de l'environnement  
**Communes de Contoire-Hamel et Hargicourt**  
S.A. "Otor Picardie"

Installation de combustion

A R R E T E



Le Préfet de la Région Picardie  
Préfet de la Somme  
Officier de la légion d'Honneur

Vu la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

Vu la loi n° 75.633 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;

Vu la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 87.565 du 22 juillet 1987 modifiée relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs ;

Vu la loi n° 95.101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 ;

Vu le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu la nomenclature des installations classées modifiée ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 octobre 1983 modifié le 28 mars 1991 autorisant la S.A. "Minguet et Thomas - Otor Groupe", siège social à Pierrepont-sur-Avre (80500), à exploiter une usine de fabrication de papier et carton ondulé sur le territoire des communes de Contoire-Hamel, parcelles cadastrées sections AB n° 38 à 42, 48, 52, AC n° 36, 58, 152, 154, ZD n° 38, 181, ZE n° 116, 119, 120, 138, 141, 142, et d'Hargicourt, parcelles cadastrées section AD n° 15, 16, 18, 41, 72, 84, 85 ;

Vu la demande présentée le 2 juillet 1998 par la S.A. "Otor Picardie", siège social à Contoire-Hamel (80500), en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une nouvelle installation de combustion d'une puissance installée de 32 MW au sein de l'usine précitée ;

Vu les plans et l'étude d'impact produits à l'appui de cette demande ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 octobre 1998 portant mise à l'enquête publique de cette demande ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 mars 1999 accordant un délai supplémentaire de 3 mois à l'Administration pour statuer sur la demande précitée ;

Vu le dossier de l'enquête publique ouverte du mercredi 18 novembre 1998 au lundi 21 décembre 1998 à 17 heures ;

Vu le rapport du commissaire-enquêteur ;

Vu l'avis du Directeur du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile du 2 novembre 1998 ;

Vu l'avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Somme du 19 novembre 1998 ;

Vu l'avis du Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine de la Somme du 27 novembre 1998 ;

Vu l'avis du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de la Somme du 30 novembre 1998 ;

Vu l'avis du guichet unique de l'eau ;

Vu la délibération du conseil municipal de Contoire-Hamel en date du 19 novembre 1998 ;

Vu la délibération du conseil municipal d'Aubvillers en date du 1<sup>er</sup> décembre 1998 ;

Vu la délibération du conseil municipal du Plessier-Rozainvillers en date du 17 décembre 1998 ;

Vu l'avis du Sous-Préfet de Montdidier en date du 22 janvier 1999 ;

Vu l'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la S.A. "Otor Picardie" en date du 8 mars 1999 ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées du 26 février 1999 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène de la Somme du 19 avril 1999 ;

Le pétitionnaire entendu ;

Considérant qu'il convient, conformément à l'article 6 de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, d'imposer toutes les conditions d'installation et d'exploitation de l'établissement prenant en compte les observations et avis émis lors des enquêtes publiques et auprès des services administratifs de nature à assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 modifiée susvisée et notamment la commodité du voisinage, la santé et la salubrité publique ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture;

## **- ARRETE -**

**Article 1er :** Sous réserve du droit des tiers et du strict respect des conditions et prescriptions fixées ci-après ainsi que des dispositions de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 1983 modifié le 28 mars 1991 qui ne lui sont pas contraires, la S.A. "Otor Picardie", siège social à Contoire-Hamel (80500), est autorisée à exploiter deux chaudières de 16 MW au sein de l'usine de fabrication de papier et carton ondulé qu'elle exploite sur le territoire des communes de Contoire-Hamel, parcelles cadastrées sections AB n° 38 à 42, 48, 52, AC n° 36, 58, 152, 154, ZD n° 38, 181, ZE n° 116, 119, 120, 138, 141, 142, et d'Hargicourt, parcelles cadastrées section AD n° 15, 16, 18, 41, 72, 84, 85.

**Article 2 :** Les désignations des installations visées par la rubrique 153<sup>bis</sup> du tableau de la nomenclature de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 1983 qui réglemente l'établissement sont modifiées comme suit :

| *          | Rubrique                               | Désignation des activités   | Caractéristiques de l'installation   | Régime |
|------------|--|---|--|--------|
| R<br><br>E | 2910.A.1°<br>(ex. 153 <sup>bis</sup> ) | <p><b>Combustion</b> (installation de)</p> <p>l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</p> <p>La puissance thermique maximale est supérieure ou égale à 20 MW.</p> | <p>Chaufferie constituée de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* 1 chaudière de 16 MW</li> <li>* 1 chaudière de 16 MW,<br/>(remplacement des chaudières autorisées en 1983)</li> </ul> <p>soit une puissance totale de 32 MW</p> <p>Combustible : Fioul BTS et gaz naturel</p> | A      |

\* : R : installation existante à régulariser - E : extension

Régime : A : Autorisation

### **Article 3 : Rythme de fonctionnement**

(365 j/a). L'établissement fonctionne en 3 postes par jour et à feu continu toute l'année

### Article 4 : Taxe unique

la présente autorisation donne lieu à la perception de la taxe unique.

**Article 5 :** Sans préjudice de la réglementation en vigueur sont notamment applicables à l'ensemble de l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

- ✶ arrêté et circulaire du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations ;
- ✶ arrêté ministériel du 6 janvier 1994 relatif à l'industrie papetière. Pour l'application de l'article 12.1 de cet arrêté ministériel, les limites de rejet à ne pas dépasser en débit et en concentrations (MES, DCO, DBO5, NKT, P, pH, température) sont définies par l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 mars 1991.

## TITRE I

## CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION

### 1.1 - Installation de combustion

**Article 6 :** L'arrêté préfectoral du 4 octobre 1983 est complété par les dispositions du présent article qui se substituent, pour la nouvelle chaufferie, aux prescriptions de l'article 17.

## **Nouvelle chaufferie**

### **1) Caractéristiques**

La chaufferie est équipée de deux générateurs consommant exclusivement du fioul à basse teneur en soufre (BTS) ou du gaz naturel d'une puissance unitaire de 16 MW, soit 32 MW au total.

Le matériel devra être adapté au combustible utilisé.

### **2) Généralités**

Les dispositions de l'arrêté du 20 juin 1975 relatives à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie sont applicables à la chaufferie. Les chaudières sont de plus soumises aux dispositions du titre IV de l'arrêté du 27 juin 1990 relatif à la limitation des rejets atmosphériques des grandes installations de combustion et aux conditions d'évacuation des rejets des installations de combustion.

### **3) Conditions d'évacuation des gaz de combustion à l'atmosphère**

Le rejet des gaz de combustion est effectué de manière contrôlée par l'intermédiaire de deux cheminées de hauteurs minimales égales à 38,5 m.

Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans l'atmosphère. Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluent sont prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure conformes à la norme NFX 44.052.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

### **4) Rejets**

Les valeurs limites d'émission sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

| Combustible          | Polluants                                     | Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> ) | Flux (kg/h) |
|----------------------|---|-------------------------------------|-------------|
| Fioul lourd n° 2 BTS | So <sub>x</sub> en équivalent SO <sub>2</sub> | 3300                                | 110         |
|                      | No <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub> | 500                                 | 16          |
|                      | Poussières                                    | 100                                 | 3,50        |
| Gaz naturel          | So <sub>x</sub> en équivalent SO <sub>2</sub> | 35                                  | 1           |
|                      | No <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub> | 150                                 | 5           |

Le débit des gaz de combustion est exprimé en mètre cube dans les conditions normales de température et de pression (273 K et 101300 Pa). Les limites de rejet en concentration sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/m<sup>3</sup>) sur gaz sec, la teneur en oxygène étant ramenée à 3 % en volume.

La vitesse d'éjection des gaz de combustion, en marche continue maximale sera supérieure à 9 m/s.

### **5) Implantation, aménagement**

Les appareils de combustion sont implantés de manière à prévenir tout risque d'incendie et d'explosion et à ne pas compromettre la sécurité du voisinage, intérieur et extérieur à l'installation. Ils sont installés de plain-pied et en rez-de-chaussée d'un bâtiment qui leur est uniquement réservé. Ce bâtiment n'est pas surmonté de locaux occupés par des tiers, habités ou à usage de bureaux ou contigus à de tels immeubles.

Ils sont suffisamment éloignés de tout stockage et de toute activité mettant en oeuvre des matières combustibles ou inflammables.

La chaufferie est notamment implantée à plus de :

- ⇒ 10 m de tout autre bâtiment et des locaux de la papeterie proprement dite ;
- ⇒ 20 m du dépôt de fuel ;
- ⇒ 50 m des limites de propriété.

Toute modification ou projet de modification de l'environnement à moins de 50 m de la chaufferie devra être signalée sans délai au Préfet avec les éléments d'appréciation.

Les parois et la toiture de la salle de contrôle sont construites en matériaux incombustibles. Elle dispose de 2 issues dont une au moins donnant vers l'extérieur. Les portes intérieures sont munies d'une ferme porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.

les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation. Les locaux sont conçus de manière à limiter les effets à l'extérieur du local d'une explosion éventuelle (événements, parois de faible résistance, ...).

Les installations électriques sont réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail. Un ou plusieurs dispositifs placés à l'extérieur doivent permettre d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours qui doit être conçu pour fonctionner en atmosphère explosive.

Les matériels électriques doivent être conformes aux dispositions de l'alinéa 13.

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement susceptibles de présenter des risques d'explosion sont applicables à l'établissement.

Ces installations doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

Les installations doivent être aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées. L'emplacement des issues doit offrir au personnel des moyens de retraite en nombre suffisant. Les portes doivent s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manoeuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès aux issues est balisé.

Il ne sera stocké dans les locaux de la chaufferie aucune matière combustible liquide, solide ou gazeuse.

#### **6) Accès**

L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours, elle est desservie par une voie-engin sur au moins une face.

Un espace suffisant doit être aménagé autour des appareils de combustion, des organes de réglage, de commande, de régulation, de contrôle et de sécurité pour permettre une exploitation normale des installations.

Les personnes étrangères à l'établissement, à l'exception de celles désignées par l'exploitant, ne doivent pas avoir libre accès aux installations nonobstant les dispositions prises en application du 1<sup>er</sup> alinéa.

#### **7) Localisation des risques**

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques) qui la concerne. Ce risque est signalé.

#### **8) Ventilation**

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, les locaux seront convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosive ou nocive. La ventilation doit assurer, en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en partie haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

#### **9) Alimentation en combustible**

Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive, ...) et repérées par les couleurs normalisées.

Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :

→ dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;

→ à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manoeuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

Dans les installations alimentées en combustible gazeux, la coupure de l'alimentation en gaz sera assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz, une redondante étant assurée par la présence d'au moins deux capteurs, et à un pressostat dont le seuil doit être aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Tout appareil de réchauffage d'un combustible liquide doit comporter un dispositif limiteur de la température, indépendant de sa régulation, protégeant contre toute surchauffe anormale du combustible.

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible. Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manoeuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

### **10) Exploitation, entretien**

L'exploitation et la surveillance des installations doivent se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation. La personne désignée vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, l'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise pour les générateurs de vapeur ou d'eau surchauffée lorsqu'ils répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1993 relatif à l'exploitation sans présence humaine permanente ainsi que les textes qui viendraient s'y substituer ou le modifier.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité.

Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation, les vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation au besoin après intervention sur le site.

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières susceptibles de s'enflammer ou de propager une explosion. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

La présence de matières dangereuses ou combustibles à l'intérieur des locaux abritant les appareils de combustion est limitée aux nécessités de l'exploitation.

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité de combustibles consommés.

### **11) Contrôle de la combustion**

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant d'une part de contrôler leur bon fonctionnement et d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation. Ils sont en particulier munis d'un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

L'exploitant doit veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz devra faire l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui sera réalisée sous la pression normale de service.

Toute intervention par point chaud sur une tuyauterie de gaz susceptible de s'accompagner d'un dégagement de gaz ne peut être engagée qu'après une purge complète de la tuyauterie concernée. A l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de la tuyauterie doit garantir une parfaite intégrité de celle-ci. Cette vérification se fera sur la base de documents prédéfinis et de procédures écrites. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Les soudeurs devront avoir une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser. Cette attestation devra être délivrée par un organisme extérieur à l'entreprise et compétent, conformément aux dispositions de l'arrêté du 16 juillet 1980.

### **12) Détection de gaz**

Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux exploitées sans surveillance permanente. Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manoeuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des dangers présentés. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit.

### **13) Emplacements présentant des risques d'explosion**

Les matériels électriques, visés dans ce présent article, doivent être installés conformément à l'arrêté du 19 décembre 1988 relatif aux conditions d'installation des matériels électriques sur les emplacements présentant des risques d'explosion.



Les canalisations ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation de flamme et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

#### **14) Interdiction des feux**

En dehors des appareils de combustion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un permis de feu. Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

#### **15) Permis de feu - permis de travail**

Tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation du risque (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits, ...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis de travail et éventuellement d'un permis de feu et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le permis de travail et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière doivent être visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée.

Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis de travail et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

#### **16) Consignes**

Les consignes de sécurité et d'exploitation sont portées à la connaissance du personnel. Elles sont régulièrement mises à jour.

##### **a) Consignes de sécurité**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. ces consignes doivent notamment indiquer :

- ⇒ l'interdiction d'apporter des feux nus ;
- ⇒ les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou inflammables ;
- ⇒ les conditions de délivrance des permis de travail et des permis de feu ;
- ⇒ les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- ⇒ la conduite à tenir pour procéder à l'arrêt d'urgence et à la mise en sécurité de l'installation ;
- ⇒ la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

### b) Consignes d'exploitation

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, ...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ;
- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité.

### 17) Moyens d'extinction

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci sont au minimum constitués :

↳ des extincteurs portatifs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Leur nombre est déterminé à raison de deux extincteurs de classe 55B au moins par appareil de combustion, les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits manipulés ou stockés. Ils sont accompagnés d'une mention "NE PAS UTILISER SUR FLAMME GAZ".

↳ une réserve d'au moins 0,1 m<sup>3</sup> de sable maintenu meuble et sec et des pelles ;

↳ des extincteurs automatiques sur les brûleurs dont le déclenchement doit interrompre automatiquement l'alimentation en combustible,

indépendamment des matériaux et moyens généraux de l'usine en matière de lutte contre l'incendie.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

### 18) Surveillance des rejets

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets. Les concentrations et quantités de polluants rejetés à l'atmosphère sont mesurées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les appareils de mesure sont vérifiés et entretenus aussi souvent que nécessaire.

Les rejets de poussières sont évalués en continu.

Afin de s'assurer du bon fonctionnement des matériels d'analyses et de la représentativité des analyses, l'exploitant fait réaliser annuellement, par un organisme agréé, un contrôle quantitatif et qualitatif des différents rejets atmosphériques de son établissement qui portera sur le débit, la teneur en : O<sub>2</sub>, CO<sub>2</sub>, SO<sub>2</sub>, NO<sub>2</sub> et poussières.

Les résultats de ces mesures sont tenus à la dispositions de l'inspection des installations classées.

L'évaluation en continu des poussières ainsi que la mesure annuelle du SO<sub>2</sub> et des poussières n'est pas exigée lorsque le combustible consommé est exclusivement du gaz naturel.

### **Article 7 : Dispositions transitoires**

La chaudière d'une puissance de 10 MW autorisée par arrêté préfectoral du 4 octobre 1983 sera mise à l'arrêt définitif dès la mise en exploitation industrielle de la 2<sup>ème</sup> chaudière de 16 MW objet de la présente demande d'autorisation.

Le chaudière de 10 MW continuera entre temps d'être aménagée et exploitée conformément aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 1983.

## **1.2 - Prévention des émissions sonores**

**Article 8** : L'article 13 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 1983 est remplacé par les dispositions suivantes :

### **1) Prescriptions génériques**

#### **a) Dispositions générales**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'exploitation et l'entretien des installations afin que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

#### **b) Véhicules et engins**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement sont conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.

#### **c) Appareils de communication**

L'usage d'appareils de communication par voie acoustique gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### **2) Valeurs limites d'émergence et de niveau acoustique**

Les émissions sonores de l'établissement sont conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis par les installations classées.

en particulier, elles n'engendrent pas une émergence supérieure à 5 dB(A) pour les périodes de 7 h à 22 h dans les zones à émergence réglementée. Cette valeur de 5 dB(A) est ramenée à 3 dB(A) pour les périodes allant de 22 h à 7 h ainsi que le dimanche et les jours fériés.

Les niveaux sonores en limite de propriété de l'établissement ne dépassent pas les valeurs suivantes :

⇒ 60 dB(A) pour la période allant de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés ;

⇒ 55 dB(A) pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés.

### 3) Vérification des valeurs limites

L'exploitant fera réaliser à ses frais selon une périodicité quinquennale, par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées, une mesure des niveaux sonores de son établissement permettant d'apprécier le respect des valeurs limites réglementaires, en période de fonctionnement représentative de l'activité des installations.

#### Article 9 : Prescriptions complémentaires

Des prescriptions complémentaires pourront à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées à l'article 18 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977.

#### Article 10 : Notification et publicité

Un extrait du présent arrêté sera affiché pendant une durée minimum d'un mois aux mairies de Contoire-Hamel et Hargicourt, par les soins des Maires, ainsi qu'en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une copie du même arrêté sera par ailleurs déposée aux mairies de Contoire-Hamel et Hargicourt pour être tenue à la disposition du public.

Procès verbal de l'accomplissement des mesures de publicité leur incombant sera dressé par les soins des Maires précités.

Un avis rappelant la délivrance du présent arrêté et indiquant où les prescriptions imposées à l'installation peuvent être consultées sera, par ailleurs, inséré par les soins du Préfet, aux frais de l'exploitant, dans "Le Courrier Picard" et "Picardie La Gazette".

#### Article 11 : Délai et voie de recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif d'Amiens dans les conditions prévues à l'article 14 de la loi du 19 juillet 1976 modifiée.

Article 12 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet de Montdidier, les Maires de Contoire-Hamel et Hargicourt, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Picardie et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la S.A. "Otor Picardie" et dont une ampliation sera adressée aux :

- ⇒ Directeur Départemental de l'Equipeement de la Somme ;
- ⇒ Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme ;
- ⇒ Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Somme ;
- ⇒ Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de la Somme ;
- ⇒ Directeur du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile ;
- ⇒ Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Somme ;
- ⇒ Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine de la Somme ;
- ⇒ Directeur Régional de l'Environnement de Picardie.

**DIRECTION DES ACTIONS  
INTERMINISTERIELLES  
POUR AMPLIATION**

Pour le Secrétaire Général et par délégation :  
L'Attaché, Chef de Bureau,

Amiens, le 27 mai 1999

Pour le Préfet et par délégation :  
Le Secrétaire Général,

Signé : Yves FAUQUEUR

Marc COTTEAUX